Croissanceplus

Communiqué de presse



Paris, le 25 octobre 2024

Budget 2025 No future:

Les entrepreneurs en colère lancent une pétition

À l'instar des syndicats patronaux et d'autres associations d'entrepreneurs, CroissancePlus s'oppose fermement à certaines propositions budgétaires du PLF et PLFSS et lance une pétition ouverte à tous les entrepreneurs et leurs collaborateurs pour rappeler la nécessité de ne pas alourdir le coût du travail et de l'innovation ce qui pénaliserait durablement tant la croissance et la compétitivité des entreprises que le pouvoir d'achat de leurs collaborateurs.

En tant qu'entrepreneurs et citoyens responsables, nous sommes prêts à prendre part à l'effort collectif s'il ne compromet pas durablement notre compétitivité et en contrepartie d'un plan détaillé et d'un calendrier clair de réformes de l'État, des collectivités et de la Sécurité Sociale.

« 180 : c'est le nombre d'impôts et taxes en France supportés par les entreprises et les ménages, triste record qui permet à la France de se hisser en tête du podium de la plus forte fiscalité de l'Union Européenne.

Ces taxes ne sont pas synonymes de mieux vivre pour les ménages, de mieux apprendre pour nos enfants ou de mieux produire pour nos entreprises. Elles servent uniquement à combler notre addiction à une dépense publique devenue incontrôlable.

Le pouvoir d'achat des salariés et l'avenir de nos entreprises sont les grandes victimes de l'incurie budgétaire. A court terme, l'affaiblissement inévitable de notre compétitivité entrainera une chute des recettes et de la capacité de l'État à rembourser la dette.

Entrepreneurs de PME et d'ETI, chefs d'entreprise, collaborateurs, présents partout en France, nous alertons nos responsables politiques : ce n'est pas aux entreprises et aux salariés de payer encore l'addition mais bien à l'État de faire preuve de courage politique pour mettre fin à cet engrenage par des réformes de structure.

Avec plus de 1600 milliards d'euros de dépense publique annuelle, nous prions le Gouvernement et les parlementaires :

- d'annuler les mesures visant à augmenter le cout du travail : augmentation des charges en dessous de 3, 5 SMIC, et augmentation du coût de l'apprentissage pour les PME ;
 - d'annuler l'augmentation des charges pour les entreprises qui innovent
 - de proposer un plan détaillé de réformes de l'État, des collectivités et de la

Sécurité Sociale, un calendrier clair, des objectifs ambitieux et des indicateurs de suivi.

Nous pensons qu'il est possible de dépenser moins, de taxer moins et de rendre un meilleur service aux Français. »

Pour lire, signer et relayer la pétition, cliquez ici.

Audrey Louail, CEO d'Ecritel et Présidente de CroissancePlus déclare « la hausse de la fiscalité et des prélèvements sur les entreprises, sur le travail et le capital hypothèquent l'avenir pour assumer les échéances d'endettement à court terme. Il est urgent d'une part, de limiter les impacts récessifs pour les entreprises et spécifiquement nos PME et ETI et d'autre part, de demander à l'État des contreparties et un plan détaillé de réformes de l'État, des collectivités et de la Sécurité Sociale »

Contact presse :

Guillaume Bazaille: guillaume.bazaille@bazailleconsulting.com



Premier réseau français des entrepreneurs de croissance crée en 1997, CroissancePlus se veut force de propositions et d'influence auprès des pouvoirs publics et leaders d'opinion pour favoriser la croissance des entreprises et la création d'emplois en France.

152 boulevard Haussmann 75008 Paris

contact@croisssanceplus.com | www.croissanceplus.com